

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CCAP

(Commun à tous les lots)

OBJET DU MARCHE :

**RÉHABILITATION D'UNE HABITATION AU BÉNÉFICE DE LA MAISON DE
SANTÉ – DÉMOLITION – GRAND RUE A LENCLOITRE (86140)**

Date du marché :

Montant T.T.C. :

Imputation :

Nantissement :

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

passé en application de l'article R.2123-1, 1° relatif à la commande publique

MAITRE DE L'OUVRAGE :

**COMMUNE DE LENCLOITRE
1 place Général Pierre
86140 LENCLOITRE**

MAITRISE D'OEUVRE :

Architectes : SARL CORSET - ROCHE & ASSOCIES
(Mandataire) 5, rue de la Marne
86000 POITIERS
Tél 05.49.58.39.25

MARCHE N°

Passé en vertu des dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique suite à mise en concurrence suivant la procédure adaptée.

Entre les soussignés :

COMMUNE DE LENCLOITRE

Personne responsable du marché : Monsieur COLIN Henri, Maire.

Et

M...

Représentant :

Siège Social :

N° SIRET :

Code d'activité économique principale (NAF) :

Registre du Commerce et des Sociétés :

Registre des Métiers :

N° de Téléphone :

Adresse mail :

N° de compte à créditer :

joindre un R.I.B.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : ENGAGEMENT

Le titulaire du marché . S'ENGAGE à produire, si son offre est retenue et s'il ne les a pas déjà fournies à l'appui de son offre, les pièces prévues aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique dans un délai de 7 jours francs à compter de la date de réception de la demande qui lui en sera faite par le pouvoir adjudicateur.
. S'ENGAGE sans réserve envers le maître d'ouvrage, conformément aux stipulations des documents contractuels visés ci-dessous (article 3), à exécuter les prestations objets du marché dans les conditions stipulées aux articles énoncés dans le présent acte d'engagement.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet : Travaux des lots

Lot UNIQUE : RETRAIT AMIANTE ET PLOMB – DÉMOLITION

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'ensemble des documents ci-après constitue dans l'ordre décroissant de préséance indiqué, un tout qui définit les conditions du marché :

a) Pièces particulières :

- Le règlement de consultation
- Le présent acte d'engagement valant CCAP
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le DPGF
- Le diagnostic amiante
- L'étude géotechnique de conception

- Les plans Architecte :

AR 01 - PLAN SITUATION	EXISTANT	divers
AR 02 - PLAN MASSE PROJET	EXISTANT	1/200, 1/500
AR 03 - PLAN RDC DEMOLITION	EXISTANT	1/50
AR 04 - PLAN R+1 DEMOLITION	EXISTANT	1/50
AR 05 - FAÇADES DEMOLITION	EXISTANT	1/100
AR 06 - COUPES DEMOLITION	EXISTANT	1/50
AR 07 - PLANCHE PHOTOS	EXISTANT	1/6, 81

b) Pièces générales

Les plus récentes prévalent, dans chacune des catégories ci-après sur les plus anciennes :

- Code de la Commande Publique.
- Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux.
- Documents Techniques Unifiés (DTU).

Ces pièces générales réputées connues des Entrepreneurs ne sont pas jointes au présent dossier.

ARTICLE 4 : MONTANT DU MARCHÉ

L'entrepreneur soussigné déclare avoir une connaissance approfondie des pièces du marché, et éventuellement après une visite personnelle des lieux (conseillée), avoir apprécié à leur juste valeur les fournitures et les travaux à exécuter, ainsi que les difficultés pouvant en résulter.

Après avoir établi la déclaration prévue à l'article R2143-3 (et suivants) du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif à la Commande Publique, l'Entrepreneur soussigné se soumet et s'engage envers le Maître d'Ouvrage à exécuter les travaux définis au marché pour le prix global et forfaitaire de :

(valeur **novembre 2025**)

Prestations proposées en BASE (tableau à remplir par l'Entreprise)	Montant H.T. Euros	Montant T.V.A. 20 % Euros	Montant T.T.C. Euros
<u>Un seul lot par Acte d'Engagement</u>			
LOT N°			
Montant total des travaux BASE TVA incluse (somme en lettres)			

Prestations proposées en PSE et/ou variantes (tableau à remplir par l'Entreprise)	Montant H.T. Euros	Montant T.V.A. 20 % Euros	Montant T.T.C. Euros

PRESTATIONS RETENUES (réservé au Maître d'Ouvrage, l'entreprise ne doit pas remplir ce tableau)	Montant H.T. Euros	Montant T.V.A. 20 % Euros	Montant T.T.C. Euros
LOT N°			
Variantes et options éventuelles retenues			
MONTANT DES TRAVAUX			
Montant total des travaux TVA incluse (somme en lettres)			

L'évaluation toutes taxes comprises des prestations confiées à l'entreprise désignée dans le tableau ci-dessus correspond au montant maximal de la créance que cette entreprise pourra présenter en nantissement.

Avance forfaitaire pour les marchés supérieurs à 50 000 € HT

- ☐ Je renonce au versement de l'avance forfaitaire
☐ Je demande le versement de l'avance forfaitaire

Sauf renoncement du titulaire, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant de chaque tranche est supérieur à 50 000 euros hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Afin de percevoir cette avance, le titulaire devra fournir une garantie à première demande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles 2191-2 à 2191-12 du Code de la Commande Publique. Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises de la tranche, si le délai d'exécution de la tranche n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant de la tranche divisé par la durée de la tranche exprimée en mois. Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles 2191-2 à 2191-12 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC de chaque tranche.

ARTICLE 5 : CLAUSE DE RÉEXAMEN (Art. R2194-1 du code de la Commande Publique)

Le présent marché de travaux pourra être modifié, suivant les dispositions des articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, sans qu'il soit nécessaire d'organiser une nouvelle procédure de publicité et de mise en concurrence.

ARTICLE 6 : DELAI DE LIVRAISON

Les travaux seront exécutés dans les délais suivants :

- Délai global pour l'ensemble des ouvrages (à prendre en compte pour chacun des lots) : 4 mois, compris période de préparation et congés, suivant planning, hors intempéries, à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de les commencer.

ARTICLE 7 : CONDITIONS DE RECEPTION ET DE VERIFICATION

La vérification et la réception des travaux se dérouleront conformément au C.C.A.G.

ARTICLE 8 : DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est fixé à 1 an à compter de la réception.

ARTICLE 9 : VARIATION DANS LES PRIX

Le marché est passé à prix global, forfaitaire, ferme.

Le marché sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date d'établissement des prix (mois Mo) et la date de début d'exécution des prestations, suivant les modalités décrites à l'article 3-5 du CCAP.

Formule : Id-3/Io

Index de référence : BT 01

Mois Mo : **Janvier 2026**

ARTICLE 10 : CAUTIONNEMENT

La retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou par une garantie à première demande dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique.

Une caution ou garantie à première demande portera sur le montant TTC du marché, y compris les avenants éventuels (pour lesquels une retenue complémentaire sera effectuée ou un cautionnement complémentaire sera fourni), non compris les actualisations ou révisions sur lesquelles aucune retenue de garantie complémentaire ne sera appliquée.

ARTICLE 11 : PAIEMENT

Le règlement des sommes dues interviendra, après service fait, **sur présentation de situations établies au nom du Maître d'Ouvrage**, par virement administratif au compte figurant en page 2.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à régler les prestations sous un délai de 30 jours à réception de la facture ou situation par le maître d'œuvre conformément à l'article 11.5 du présent acte d'engagement.

Les travaux sont réglés par acomptes et un solde. Les acomptes sont mensuels et le solde prend la forme d'un décompte général définitif, conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Les modalités de remise des demandes de paiement correspondent aux dispositions prévues par les articles R2192-12 à R2192-30 du Code de la Commande Publique.

11.1 Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi. ^[1]_[SEP] Etablie en un original, elle devra comporter au moins les éléments suivants :

- le nom et l'adresse du créancier, ^[1]_[SEP]
- le numéro du compte bancaire ou postal, ^[1]_[SEP]
- la référence au marché et au lot concerné, ^[1]_[SEP]
- la date, ^[1]_[SEP]
- le montant des travaux hors TVA, ^[1]_[SEP]
- le taux et le montant de la TVA applicable, ^[1]_[SEP]
- le montant TTC. ^[1]_[SEP]

Un RIB doit être joint à l'acte d'engagement et doit correspondre au numéro de compte bancaire ou postal présent sur la facture. ^[1]_[SEP]

Les situations de travaux devront être présentées sous forme d'état cumulatif des travaux réalisés, reprenant chacun des articles du DPGF dans l'ordre chronologique assorti d'un avancement en pourcentage pour chaque poste facturé.

11.2 Etablissement des situations mensuelles et décomptes

Les situations mensuelles et les décomptes définitifs seront établis par l'entreprise en **1 exemplaire signé**.

Dématérialisation des paiements au 1er janvier 2020^[1]_[SEP]

La facturation en ligne sera utilisée. Les grandes entreprises, les ETI et les PME ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus- pro.gouv.fr.

La facturation en ligne est obligatoire pour les Micro-entreprises au 1er janvier 2020. Si l'opérateur économique est soumis à l'obligation de facturation électronique en vertu de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, toute facture transmise en dehors du portail chorus-pro autorise la personne publique à la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. ^[1]_[SEP]

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé). ^[1]_[SEP]

11.3 Le Maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert :

- | | |
|----------------|--------------|
| – au nom de | |
| – Banque | |
| – Code Banque | Code Guichet |
| – N° de compte | Clé RIB |
| | |
| – au nom de | |
| – Banque | |
| – Code Banque | Code Guichet |
| – N° de compte | Clé RIB |

En cas de groupement, indiquer autant de formule qu'il y a de cotraitant.

11.4 Paiement direct des sous-traitants

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter aux crédits des comptes désignés dans les annexes, les montants des factures correspondant aux travaux sous-traités, conformément aux avenants ou actes spéciaux approuvés et notifiés au préalable.

Conformément à l'article R2193-11 du code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Conformément à l'article R2193-12 du code de la commande publique, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R. 2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur, représenté par le maître d'œuvre. Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. ^[1]_[SEP] Passé ce délai de quinze jours, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. Conformément à l'article R2193-14 du code de la commande publique, lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement au maître d'œuvre représentant l'acheteur, accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. ^[1]_[SEP]

Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai décrit à l'article 34 - Délai de paiement. ^[1]_[SEP] Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur représenté par le maître d'œuvre, de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé. A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le maître d'œuvre représentant l'acheteur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

11.5 Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique. ^[SEP] Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 - CONDITIONS PARTICULIERES (plans d'exécution)

La mission de Maîtrise d'œuvre est une mission de base augmentée par la rédaction des quantitatifs tous corps d'état. Les plans techniques d'exécution restent à la charge des entreprises concernées.

ARTICLE 13 : PENALITES DE RETARD ET PENALITES DIVERSES

13.1 Pénalités pour non-respect du délai contractuel

En dérogation à l'article 20.4 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT.

Toutes les pénalités ne sont pas soumises à TVA.

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG TR, lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire correspondant à 1/500ème du montant de l'ensemble du marché sans pouvoir être inférieure à 260 € non assujettis à la TVA, par jour calendaire de retard.

Les infractions aux prescriptions de chantier seront sanctionnées par les pénalités décrites à l'article 4-3-3 du CCAP.

13.2 Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription. Elles seront déduites des situations mensuelles.

En cas de non-respect des obligations prévues au marché, le titulaire reçoit un avertissement du maître d'œuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier. Tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à 150 euros, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- par jour de retard dans l'installation du chantier ; ^[SEP]
- pour chaque nuisance ou bruit excessif au-delà de la limite prescrite ; ^[SEP]
- pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatées ;
- pour non respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier, à la sécurité et à la protection de la santé, par manquement constaté par le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS ^[SEP] ;
- pour dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites, par manquement constaté par le maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS ;
- par jour calendaire de retard dans la remise ou la diffusion des documents demandés
- par jour calendaire de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
 - délais d'approvisionnement ; ^[SEP]
 - début d'intervention sur le chantier ; ^[SEP]
 - délais d'exécution proposés ; ^[SEP]
 - effectif échelonné dans le temps ; ^[SEP]
 - justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus ;
- par jour calendaire de retard dans la présentation sur le chantier des prototypes ou échantillons de matériaux ; ^[SEP]
- par jour calendaire de retard dans l'évacuation des gravois ou déblais ;

- ### 13.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT ET CESSIION

- Comptable public assignataire chargé des paiements : Monsieur le Receveur Municipal, comptable public.
- Personnalité compétente pour fournir les renseignements : le Pouvoir adjudicateur.

FAIT A le
LE TITULAIRE DU MARCHÉ.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement
A, le
LE POUVOIR ADJUDICATEUR

ATTESTATION

en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique

Je soussigné (e)

→ Habilité (e) à représenter la société.

.

DECLARE SUR L'HONNEUR

1/ ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants :222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

2/ ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

3/ ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

4/ ne pas être en état de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du code de commerce ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

5/ ne pas être déclaré en état de faillite personnelle en application des articles L.653-1 à L. 653-8 du code de commerce ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

6/ ne pas être admis au redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;

7/ avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

8/ être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

9/ que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;

.../...

10/ fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243- 1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;

11/Je ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de concourir (liquidation judiciaire ou faillite personnelle, condamnation pour fraude fiscale, condamnation à une peine d'exclusion des marchés publics ou interdiction légale) et que l'entreprise que je représente ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont fait l'objet au cours des cinq dernières années d'aucune condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1, L 125-3, L8221-1 et suivant, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

12/ Je certifie que l'entreprise que je représente ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'ont fait l'objet au cours des cinq dernières années d'aucune condamnation définitive pour les infractions visées aux articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433- 1, par le deuxième linéa de l'article 434-9, par les articles 435-2, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9 et par l'article 450-1 du Code Pénal, ainsi que par le deuxième alinéa de l'article L. 152-6 du Code du Travail et par l'article 1741 du Code Général des Impôts, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ;

13/ J'ai régulièrement souscrit toutes les déclarations auprès des administrations et organismes fiscaux et sociaux et m'engage à porter à leur connaissance toutes les modifications qui pourraient intervenir en cours d'exécution du chantier.

14/ Je certifie ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 620-1 ou en faillite personnelle au sens de l'article L. 625-2 du Code de Commerce ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

15/ J'ai satisfait aux obligations fiscales et sociales exigibles au 31 Décembre de l'année écoulée selon l'article 18 du décret du 30 décembre 2005.

a) en souscrivant les déclarations m'incombant à cette date en matière d'assiette des impôts et cotisations sociales

b) (*) ☐ en m'acquittant des impôts, taxes, cotisations, majorations et pénalités mises à ma charge,

☐ en ayant constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme responsable du recouvrement

16/ Je suis à jour du paiement des salaires, charges sociales, des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales des taxes sur le chiffre d'affaire, des taxes assimilées de la taxe professionnelle et d'une manière générale des impôts directs et cotisations indirectes pour lesquels un certificat ne peut être délivré.

Je réglerai, pendant l'exécution du marché, tous les salaires, charges sociales, cotisations, impôts directs et indirects, de manière que mon co-contractant ne soit recherché à quelque titre que ce soit et m'engage à en justifier à première demande.

17/(*)

☐ Je suis assujetti au règlement d'une cotisation auprès d'une caisse de congés payés (joindre une copie)

☐ Je verse directement à mes salariés leurs indemnités de congés payés et ne les mets pas au chômage pour cause d'intempéries.

.../...

18/ (*) **Je certifie que :**

☐ Que mon entreprise n'est pas en redressement judiciaire ou soumise à une procédure équivalente régie par un droit étranger

☐ Que mon entreprise est en redressement judiciaire ou soumise à une procédure équivalente régie par un droit étranger et est habilitée à poursuivre son activité jusqu'au
(Article L.620-1 du Code de Commerce)

(joindre jugement correspondant rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction certifiée en cas de procédure étrangère équivalente au redressement judiciaire).

19/ (*)

☐ que j'emploie moins de 20 salariés

☐ que j'emploie au moins vingt salariés

que j'ai satisfait au respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-2, L5212-5 et L5212-9 du code du travail.

20/ Les Prestations objets du présent contrat seront réalisées par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L. 3243-2, R.3243-1, L 320, L.143-3, L.143-5, L.620-3 et R 143-2 du Code du Travail français ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel ils sont rattachés si l'entreprise est étrangère.

21/ De manière générale, mes salariés n'interviendront pas sur le chantier dans des conditions contraires à la législation du travail, de l'hygiène et de la sécurité.

22/ Les salariés étrangers éventuellement employés pour l'exécution des travaux, objet du présent contrat sont munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, conformément à l'article L.341-6 du Code du Travail.

Je certifie que tous les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à Le

(nom et qualité du signataire)

(*) Cocher la ou les case(s) correspondante(s)